



19 juin 2015

(15-3201)

Page: 1/4

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

## ÉLÉMENTS POUR DES DISCIPLINES EFFECTIVES SUR LES SUBVENTIONS À LA PÊCHE DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'APRÈS-BALI

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE, LA  
NOUVELLE-ZÉLANDE, LE PÉROU ET L'URUGUAY

La communication ci-après, datée du 19 juin 2015, est distribuée à la demande des délégations de l'Argentine, de l'Islande, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et de l'Uruguay.

### 1 INTRODUCTION

1.1. Face à la nécessité manifeste d'une réforme des subventions à la pêche, nous restons déterminés à parvenir à des disciplines de fond effectives sur ces subventions. Nous reconnaissons que les discussions actuelles de l'après-Bali sur un recalibrage visent à trouver des voies nouvelles, différentes, pour parvenir à une convergence entre les Membres et, dans ce contexte, à ce qui est réalisable. À cet égard, nous rappelons également que le Président du Comité des négociations commerciales a clairement indiqué que le programme de travail devait être un programme "de fond significatif".<sup>1</sup>

1.2. C'est dans ce contexte que nous présentons cette contribution sur les éléments à inclure dans le programme de travail de l'après-Bali. Dans cette tâche, nous sommes guidés par les mandats donnés par nos ministres, en particulier l'accord auquel ils sont parvenus à Hong Kong pour prohiber certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, avec un traitement spécial et différencié approprié et effectif, et la reconnaissance, lors de la huitième Conférence ministérielle, de la nécessité d'examiner comment surmonter les obstacles les plus critiques et fondamentaux.

1.3. La présente communication est sans préjudice des positions individuelles que les Membres ont adoptées précédemment pendant les négociations ou qu'ils pourront adopter dans le contexte du programme de travail de l'après-Bali. Elle tente d'identifier les éléments qui suscitent une large convergence parmi les Membres, en vue de leur inclusion dans le programme de travail de l'après-Bali et de leur adoption à la dixième Conférence ministérielle.

### 2 CONTEXTE

2.1. Nous restons profondément préoccupés par l'état des ressources halieutiques mondiales compte tenu de l'importance cruciale du secteur de la pêche pour la réduction de la pauvreté et les préoccupations en matière de garantie des moyens d'existence et de sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement. La volonté et la nécessité de négocier de nouvelles disciplines effectives sur les subventions à la pêche existent comme en témoigne le soutien exprimé en faveur de ces disciplines aux quatre coins du monde, tant dans les PMA que dans les pays en développement et les pays industrialisés Membres. En fait, presque 60% des Membres de l'OMC se sont prononcés en faveur de disciplines sur les subventions à la pêche (parmi lesquels bien plus de deux tiers de pays en développement Membres).

<sup>1</sup> JOB/TNC/47 (27 avril 2015), paragraphe 2.19.

2.2. Les subventions au secteur de la pêche faussent le commerce, l'économie et la politique du secteur. Les subventions faussent les échanges en créant des conditions de concurrence déloyale. Les subventions qui couvrent les coûts de capture ou les coûts de production contribuent à la surcapacité des flottes mondiales et à la surpêche mondiale, en encourageant des activités de pêche qui, autrement, ne seraient peut-être pas rentables. La pêche est une ressource essentielle pour un grand nombre de Membres, et les subventions peuvent aller à l'encontre de l'utilisation durable de leurs stocks. Les subventions peuvent également affecter la prise de décisions politiques sur la gestion de cette ressource, et créer une concurrence inégale entre les nations pratiquant la pêche qui capturent le poisson et en font commerce.

2.3. Dans son rapport de 2014 sur la Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (SOFIA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que le poisson représentait désormais presque 17% de l'apport en protéines de la population mondiale – chiffre pouvant atteindre 70% dans certains pays côtiers et insulaires. Le poisson a contribué à hauteur de près de 20% à l'apport en protéines animales de près de 3 milliards de personnes et à hauteur de 15% à l'apport en protéines animales de 4,3 milliards de personnes. La FAO estime que la pêche et l'aquaculture constituent les moyens d'existence de 10 à 12% de la population mondiale. Depuis 1990, l'emploi dans ce secteur a connu une croissance plus rapide que celle de la population mondiale et, en 2012, environ 60 millions de personnes travaillaient dans le secteur de la pêche de capture et de l'aquaculture.

2.4. Bien que le poisson demeure l'un des produits alimentaires de base les plus échangés dans le monde, la situation mondiale des pêches s'est détériorée depuis le lancement du Cycle de Doha et, d'après le rapport de la FAO de 2014, près de 29% des stocks mondiaux sont surexploités. Les perspectives de croissance des captures grâce à une intensification de l'effort de pêche diminuent également, plus de 60% des stocks étant, selon les indications, pleinement exploités. Pendant la même période, les subventions à la pêche préjudiciables ont augmenté, jusqu'à atteindre 20 milliards de dollars EU selon les estimations, et continuent de contribuer dans une large mesure à la situation dans le secteur.<sup>2</sup>

2.5. L'appel à agir dans le cadre de l'OMC au sujet des subventions à la pêche sera au premier plan cette année. Les dirigeants mondiaux ont réaffirmé en 2012, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, leur volonté d'éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et à la surcapacité, et leur ferme volonté de convenir de disciplines multilatérales sur les subventions à la pêche qui donneront effet au Programme de Doha pour le développement et à la Déclaration ministérielle de Hong Kong dans le cadre de l'OMC. En septembre 2015, les dirigeants mondiaux adopteront les nouveaux objectifs de développement durable (ODD). L'interdiction de certaines formes de subventions à la pêche<sup>3</sup> et l'adoption de nouvelles disciplines effectives dans le cadre de l'OMC seront le thème principal d'une des cibles d'un ODD consistant à conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

2.6. Le programme de travail de l'après-Bali permet de jeter les bases d'un résultat prévoyant de nouvelles disciplines effectives sur les subventions à la pêche qui soit gagnant dans les trois domaines du commerce, du développement et de l'environnement.

### 3 ÉLÉMENTS

3.1. Nous considérons que tout résultat sur les subventions à la pêche prévoyant des disciplines effectives et significatives, devrait contenir les éléments suivants:

- a. prohibitions de certaines des subventions les plus évidentes, sur lesquelles tous les Membres devraient être en mesure de se mettre d'accord;

---

<sup>2</sup> Sumaila R.U., Lam V., Le Manach F., Swartz W. et Pauly D. (2013), Global fisheries subsidies. Direction générale des politiques internes de l'Union, Direction B: Direction des politiques structurelles et de cohésion, Pêche, Parlement européen, IP/B/PECH/IC/2013-146, Bruxelles, 44 pages.

<sup>3</sup> Dans l'ODD n° 14 proposé (conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable), la sixième cible est axée sur l'interdiction de certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche et à l'élimination des subventions qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

- b. traitement spécial et différencié approprié et effectif;
- c. dispositions transitoires;
- d. disposition en matière de statu quo;
- e. dispositions en matière de transparence, de suivi et d'examen; et
- f. poursuite du processus de réforme des subventions à la pêche.

### 3.1 Prohibitions

3.2. Des prohibitions sont nécessaires à l'exécution du mandat de Hong Kong, qui vise à "renforcer les disciplines sur les subventions dans le secteur des pêcheries, y compris par la prohibition de certaines formes de subventions aux pêcheries qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche". Nous estimons que nous devrions nous concentrer sur les prohibitions les plus évidentes et les plus simples, sur lesquelles tous les Membres devraient être en mesure de se mettre d'accord. Nous nous fondons en partie sur l'évaluation réalisée en 2011 par le Président afin de déterminer les domaines où il y avait le plus de convergence, où une prohibition se justifiait le plus et où la rédaction juridique devrait être la plus simple.

3.3. Compte tenu des autres contributions concernant les éléments<sup>4</sup>, nous proposons l'établissement de prohibitions visant:

- i. les subventions aux activités affectant les stocks surexploités; et
- ii. les subventions accordées à tout navire pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

3.4. Ces prohibitions empêcheraient les Membres d'introduire de nouvelles subventions dans ces domaines ou de maintenir des subventions existantes au-delà d'une période de transition limitée.

3.5. Toutes les autres subventions spécifiques à la pêche pourraient toujours donner lieu à une action au titre de l'Accord SMC. En l'absence de prohibitions globales, une discipline additionnelle serait nécessaire pour prévenir le contournement. Il serait ainsi clarifié que les nouvelles disciplines sont imputables au Membre qui les applique, indépendamment de la nationalité du bénéficiaire, du pavillon du navire ou des règles d'origine.

### 3.2 Traitement spécial et différencié

3.6. Le traitement spécial et différencié (TSD) doit être proportionnel et adapté aux obligations envisagées. La prohibition des subventions aux activités affectant les stocks surexploités et la prohibition des subventions accordées à tout navire pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée devraient s'appliquer à toutes les subventions de tous les Membres. Il serait inapproprié d'accorder un TSD en ce qui concerne ces prohibitions. En revanche, un TSD peut être approprié dans le cadre de dispositions relatives à la transparence ou de dispositions transitoires.

### 3.3 Dispositions transitoires

3.7. Nous sommes conscients qu'il peut exister dans certains Membres des programmes de subventions qui ne seront pas compatibles avec la prohibition des subventions aux activités affectant les stocks surexploités. Compte tenu de cela, suivant l'approche adoptée dans le cadre de l'article 28 de l'Accord SMC, nous serions ouverts à des dispositions transitoires limitées selon lesquelles les Membres auraient un délai limité pour rendre leurs programmes conformes aux nouvelles disciplines.

---

<sup>4</sup> Dans sa communication présentée sous la cote JOB/TNC/46, le Groupe ACP a demandé que la prohibition de certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche fasse partie intégrante du programme de travail de l'après-Bali.

3.8. Dans le cas de subventions prohibées accordées à tout navire pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, il semblerait inapproprié de prévoir une période de transition.

### **3.4 Statu quo**

3.9. Étant donné que nous ne proposons qu'une liste restreinte de subventions prohibées, il reste un ensemble de subventions dont il est reconnu qu'elles sont préjudiciables, comme les subventions à la construction de navires et au carburant. Il semblerait donc prudent de prendre un engagement de statu quo utilisant un libellé semblable à celui qui a été adopté à la conférence Rio+20 (s'abstenir d'instituer de nouvelles subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche ou d'étendre ou d'accroître celles qui existent déjà) jusqu'à ce que des disciplines plus complètes puissent être établies. Ce statu quo s'appliquerait aux subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche non visées par les prohibitions.

3.10. Nous envisageons de nous engager à nouveau sur un libellé qui est, pour l'essentiel, déjà convenu. Nous pensons que ce statu quo pourrait faire l'objet d'un suivi dans le cadre de l'OMC.

### **3.5 Transparence, suivi et examen**

3.11. Les nouvelles disciplines exigeront nécessairement de nouvelles prescriptions adaptées en matière de notification pour permettre un suivi effectif, ainsi que des mesures efficaces de surveillance et d'exécution. Les types de subventions pour lesquels les Membres fournissent des renseignements devraient aussi inclure les subventions au carburant qui peuvent avoir une incidence sur la pêche, même s'il ne s'agit pas de subventions spécifiques. L'Accord SMC pourrait être modifié pour clarifier que les Membres sont tenus de notifier toute subvention spécifique qu'ils accordent ou maintiennent en faveur de personnes ou d'entreprises exerçant des activités de pêche ou des activités connexes, même si cette obligation existe déjà.

3.12. Le Comité SMC devrait procéder à un examen annuel spécifique portant sur la mise en œuvre des nouvelles disciplines, la nature et la portée des programmes de subventions des Membres et sur les données connexes concernant l'état des stocks de poissons, la production et le commerce. Cet examen s'appuierait sur un résumé établi par le Secrétariat de l'OMC sur la base des notifications et des renseignements pertinents communiqués par les Membres, ainsi que des renseignements fournis par d'autres organisations internationales.

### **3.6 Poursuite du processus de réforme des subventions à la pêche**

3.13. Compte tenu des disciplines limitées envisagées dans le cadre du programme de travail de l'après-Bali, les Membres devraient également élaborer un programme incorporé afin de poursuivre le processus en cours visant à réformer les subventions à la pêche.

## **4 CONCLUSION**

4.1. Nous sommes disposés à participer de façon constructive à des discussions avec d'autres Membres intéressés, que ce soit au niveau bilatéral, en groupes restreints ou au sein du Groupe de négociation sur les règles, sur la manière dont les éléments proposés s'intègrent dans le programme de travail de l'après-Bali pour adoption à la dixième Conférence ministérielle.

---